

Bujumbura n'exclut pas des poursuites judiciaires contre Alexis Sinduhije

@rib News, 16/01/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement burundais, qui avait appelÃ© les leaders de l'opposition Ã rentrer pour entamer un dialogue politique, a rÃ©agi lundi face Ã l'arrestation d'Alexis Sinduhije, le 11 janvier Ã Dar-es-Salam par la police tanzanienne, et dÃ©clarÃ© que le dialogue n'exclut pas les poursuites judiciaires. « Le dialogue politique n'exclut pas le fonctionnement des institutions judiciaires ou de police. Chacun est responsable de ses actes devant la police ou la justice. Au niveau du gouvernement, les portes pour le dialogue restent ouvertes, ce qui ne signifie pas que c'est une amnistie ou que les gens sont couverts par l'impunitÃ© », a dÃ©clarÃ© Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement du Burundi.

Pour lui, le comportement infractionnel reste individuel et si quelqu'un commettait une infraction mÃame en plein dialogue (le jour oÃ il commencerait), rien n'empÃcherait Ã la police ou Ã la justice de le poursuivre. Toutefois, le porte-parole du gouvernement n'a pas fait de commentaire sur l'arrestation d'Alexis Sinduhije, prÃsident du Mouvement pour la solidaritÃ© et le dÃveloppement (MSD, opposition), ni sur l'infraction qu'il aurait commise, avanÃant le principe de non ingÃrence du pouvoir exÃcutif dans les affaires judiciaires ou de police.